

LES RÉGIONS MÉTROPOLITAINES

Par Louis Duchesne

Les régions métropolitaines de recensement sont des unités statistiques dont les frontières visent à mieux respecter les contours des principales agglomérations de population. Les données régionales sont présentées le plus souvent sur la base de découpages administratifs comme les municipalités régionales de comté et les régions administratives. Or, dans certains cas, ces regroupements ne reflètent pas bien la géographie : Longueuil, par exemple, qui est plus près du centre-ville de Montréal que Dorval, fait partie d'une autre région administrative pour la simple raison qu'il y a un pont à traverser.

À l'origine, le mot « métropole » qualifiait une ville pourvue d'un archevêché; d'ailleurs, les archevêques de l'Église orthodoxe s'appellent encore aujourd'hui des métropolitains. De nos jours, le mot « métropole » désigne le plus souvent la ville la plus peuplée d'un pays, mais il s'applique aussi à la ville principale d'une région. Voici la définition utilisée lors des derniers recensements : « Une région métropolitaine de recensement (RMR) est composée d'une très grande région urbaine (appelée noyau urbain) ainsi que de régions urbaines et rurales adjacentes (appelées banlieues urbaines et rurales) dont le degré d'intégration économique et sociale avec le noyau urbain est élevé. La population

du noyau urbain d'une RMR compte au moins 100 000 habitants, d'après les résultats du recensement précédent. » (Statistique Canada, Dictionnaire du recensement de 1996)

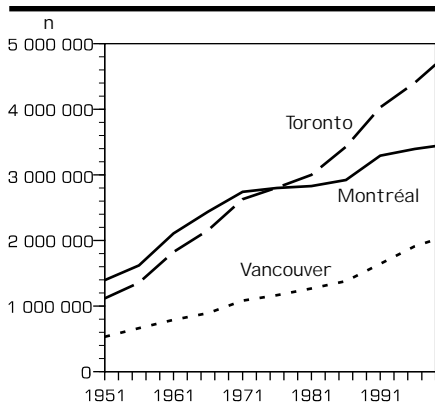
Les changements de limites causent certains problèmes de comparaison historique. Non seulement les frontières des municipalités changent très souvent, mais les régions métropolitaines en croissance englobent des municipalités de plus en plus éloignées de la ville principale. La RMR de Québec, par exemple, a une superficie 3,5 fois plus grande en 1996 (3 150 km²) qu'en 1971 (906 km²). On ne connaît pas cependant l'effectif de la population en 1971 selon les

frontières de 1996. Nous utiliserons donc les limites propres à chaque année de recensement; cela revient à considérer que le territoire géographique des régions métropolitaines augmente avec le temps.

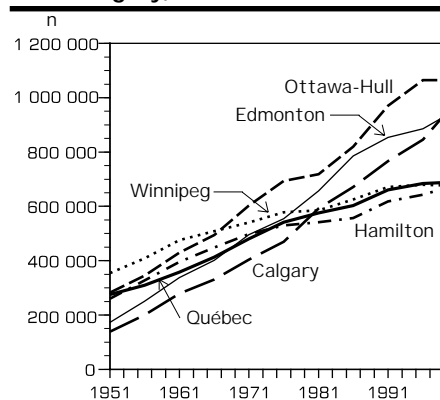
Le Québec compte 6 régions métropolitaines dont une est commune avec l'Ontario, le Canada, 25 et les États-Unis, 258. Il n'y a que 4 régions métropolitaines comprenant au moins un million d'habitants au Canada en 1999 : Toronto, Montréal, Vancouver et Ottawa-Hull. Jusqu'en 1971, Montréal est la principale région métropolitaine du Canada (1^{ère} figure); sa population bouge peu dans les années 70 et la croissance ne reprend vraiment qu'en 1986. En 1999, la population de Toronto, soit 4,7 millions d'habitants, dépasse de 1,2 million celle de Montréal qui est de 3,4 millions d'habitants. Vancouver, qui avait un demi-million d'habitants en 1951, en compte maintenant 2 millions.

En 1999, 6 régions métropolitaines sont de taille que l'on peut qualifier de moyenne, soit entre un demi-million et un million d'habitants. En 1951, Québec, Ottawa-Hull et Hamilton ont des populations semblables, autour de 275 000 habitants (2^e figure). Ottawa-Hull dépasse depuis quelques années le million d'habitants, alors que Québec et Hamilton en ont un peu

Évolution de la population des RMR de Montréal, de Toronto et de Vancouver, 1951-1999



Évolution de la population des RMR de Québec, d'Ottawa-Hull, de Hamilton, de Winnipeg, d'Edmonton et de Calgary, 1951-1999



Source : Statistique Canada, Recensements de la population (1951-1986) et Estimations de la population (1991-1999).

Table des matières

Les régions métropolitaines	1
Quelques données statistiques sur les municipalités du Québec	3
La contribution des femmes au revenu d'emploi du couple	6

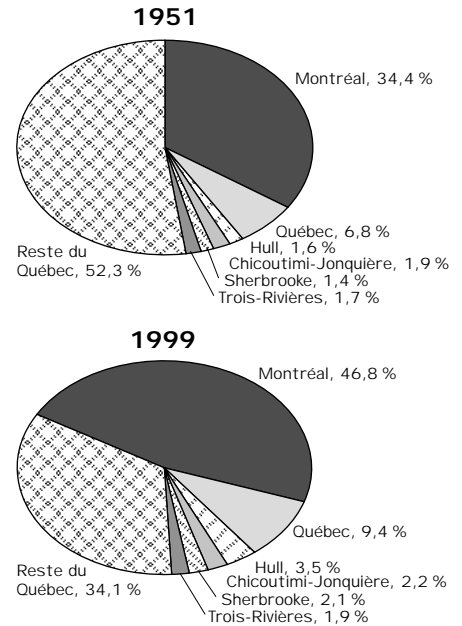
moins de 700 000. Au cours de la période 1981-1991, la région métropolitaine d'Ottawa augmente de 250 000 personnes, tandis que Québec et Hamilton croissent d'environ 85 000 et 75 000 habitants respectivement. Avec 350 000 habitants en 1951, Winnipeg était la 4^e région métropolitaine en importance, mais elle n'a pas connu une croissance aussi importante que les autres régions et elle se retrouve maintenant avec un effectif semblable à ceux de Québec et de Hamilton. Par contre, Calgary et Edmonton, qui étaient de petites villes en 1951, se rapprochent maintenant du million d'habitants.

En 1999, près des deux tiers des Québécois vivent dans les 6 régions métropolitaines de recensement; la RMR de Montréal, à elle seule, regroupe 47 % des habitants. La concentration dans les grandes régions

urbaines est donc très forte, mais elle est semblable à celle des autres provinces. Ainsi, en Ontario, 72 % de la population réside dans les RMR, dont 41 % à Toronto; Vancouver regroupe la moitié de la population de la province et 59 % des Manitobains résident dans la RMR de Winnipeg. L'important déséquilibre dans la répartition de la population n'est donc pas unique au Québec.

La concentration de la population dans les régions métropolitaines a beaucoup augmenté au cours de la deuxième moitié du siècle dernier (figure ci-contre). Ainsi, selon les frontières du recensement de 1951, un peu moins de la moitié (48 %) de la population résidait dans les régions métropolitaines en regard des deux tiers maintenant. La région métropolitaine de Montréal regroupait 34 % des Québécois en 1951 et, en 1999,

Proportion de la population selon les régions métropolitaines, Québec, 1951 et 1999



Source : Statistique Canada, Recensements de 1951 et Estimations de la population (1999).

sa part s'élève à 47 %. La proportion de la population résidant dans la région de Québec passe de 7 % en 1951 à 9 % aujourd'hui. Pendant cette période, la proportion de l'ensemble des quatre autres régions métropolitaines augmente de 7 % à 10 %.

La hausse considérable de la superficie des régions métropolitaines en regard de la croissance de la population illustre bien le phénomène de l'étalement urbain dans la deuxième moitié du 20^e siècle. La population est plus concentrée dans les régions métropolitaines tout en résidant quand même dans des régions de moins forte densité.

Population¹ par région métropolitaine de recensement, Canada, 1951, 1971, 1991 et 1999

Région métropolitaine	1951	1971	1991	1999
	n			
St. John's (T.-N.)	67 749	131 814	175 391	174 509
Halifax	133 931	222 637	326 577	352 594
Saint John (N.-B.)	78 337	106 744	129 187	127 211
Chicoutimi-Jonquière	77 725	133 703	164 531	162 346
Québec	274 827	480 502	660 730	688 085
Sherbrooke	56 128	84 570	143 998	153 140
Trois-Rivières	68 306	97 930	139 328	141 751
Montréal	1 395 400	2 743 208	3 290 792	3 438 532
Ottawa-Hull (Partie Québec)	63 224	149 230	232 901	255 987
Ottawa-Hull (Partie Ontario)	218 684	453 280	739 049	809 034
Ottawa-Hull	281 908	602 510	971 950	1065021
Oshawa	51 582	120 318	248 328	292 948
Toronto	1 117 470	2 628 043	4 028 875	4 680 250
Hamilton	259 685	498 523	618 603	665 169
St. Catharines-Niagara	67 065	303 429	375 691	389 607
Kitchener	63 009	226 846	368 443	414 957
London	121 516	286 011	394 105	418 660
Windsor	157 672	258 643	270 326	299 966
Sudbury	70 884	155 424	162 688	160 357
Thunder Bay	...	112 093	128 819	126 649
Winnipeg	354 069	540 262	671 190	677 625
Regina	...	140 734	194 569	199 163
Saskatoon	...	126 449	214 205	231 403
Calgary	139 105	403 319	766 340	933 748
Edmonton	173 075	495 702	854 261	929 145
Vancouver	530 728	1 082 352	1 646 854	2 016 643
Victoria	104 303	195 800	295 566	316 195

1. Il s'agit de la population aux recensements de 1951 à 1986 selon les limites de l'année du recensement. Depuis 1991, il s'agit des estimations de population selon les limites de 1996. Quand la population est inférieure à 100 000, il s'agit d'agglomérations de recensement.

Source : Statistique Canada, Recensements de la population (1951-1986) et Estimations de la population (1991-1999).

La prochaine édition de *La situation démographique au Québec* comprendra un chapitre sur les régions métropolitaines. On y trouvera des données sur les RMR du Canada et des États-Unis, les superficies, les composantes urbaines et rurales, les composantes du mouvement de la population des dernières années (mortalité, fécondité et migration) ainsi qu'un coup d'œil sur le futur.

QUELQUES DONNÉES STATISTIQUES SUR LES MUNICIPALITÉS DU QUÉBEC

Par Dominique André

Selon les plus récentes estimations réalisées par l'ISQ, en date du 1^{er} juillet 2000¹, le Québec compte 5 municipalités de 100 000 habitants et plus, représentant 24,2 % de la population du Québec. Montréal vient en tête de liste avec 1 029 828 habitants, suivie de Laval (349 910), de Québec (169 125), de Longueuil (131 017) et de Gatineau (102 566). La grande majorité (85,2 %) des municipalités et territoires du Québec ont moins de 5 000 habitants et regroupent 20,4 % de la population québécoise.

La municipalité de Saint-Colomban, dans les Laurentides, a connu la plus forte croissance de population depuis 1996, parmi les municipalités de 5 000 habitants et plus, avec une augmentation annuelle moyenne de 6,9 %. C'est cette même municipalité qui avait connu la hausse la plus importante entre 1991 et 1996. Elle est suivie de Lachenaie (région de Lanaudière) et de Masson-Angers (Outaouais). Pour l'ensemble du Québec, la croissance est de 0,3 % (tableau ci-dessous)

Parmi les cinq municipalités ayant connu les plus importantes diminutions de population entre juillet 1996 et juillet 2000, on en retrouve trois dans la région de Montréal : Hampstead (- 1,7 %), Outremont (- 1,2 %) et Roxboro (- 1,2 %). Saint-Timothée (- 1,5 %) en Montérégie et Baie-Comeau (- 1,3 %) sur la Côte-Nord complètent ce groupe.

À propos de leur solde migratoire interne

La population d'une municipalité augmente par accroissement naturel et par accroissement migratoire, cette dernière catégorie prenant de plus en plus d'importance, compte tenu de la faible fécondité observée au Québec. Examinons plus spécifiquement la migration interne (d'une municipalité à une autre), une des composantes de l'accroissement migratoire, les autres étant la migration interprovinciale et la migration internationale.

Population et nombre des municipalités¹ du Québec selon la taille des municipalités, 1^{er} juillet 2000

Taille	Municipalité ²		Population	
	n	Proportion %	n	Proportion %
100 000 habitants et plus	5	0,34	1 783 245	24,21
50 000 à 99 999 habitants	16	1,08	1 099 926	14,93
20 000 à 49 999 habitants	45	3,03	1 406 442	19,09
10 000 à 19 999 habitants	60	4,03	882 485	11,98
5 000 à 9 999 habitants	94	6,32	659 705	8,95
1 000 à 4 999 habitants	559	37,59	1 208 808	16,41
500 à 999 habitants	327	21,99	242 711	3,29
0 à 499 habitants	381	25,62	83 921	1,14
Total	1 487	100,00	7 367 243	100,00

1. Comprend les municipalités, les territoires non organisés, les réserves indiennes, les établissements indiens, les terres réservées et les terres inuites.

2. Selon le découpage géographique au 1^{er} juillet 2000.

Source : Institut de la statistique du Québec, Estimations de la population par municipalité.

Municipalités¹ ayant connu les plus fortes variations moyennes annuelles de population lors de la période 1996-2000

Municipalité	Population		Variation annuelle moyenne %	Région administrative
	au 1 ^{er} juillet 1996	au 1 ^{er} juillet 2000		
	n	n	%	
Plus fortes augmentations				
Saint-Colomban	5 671	7 232	6,88	Laurentides
Lachenaie	18 852	22 551	4,91	Lanaudière
Masson-Angers	8 130	9 709	4,86	Outaouais
Saint-Élie-d'Orford	6 255	7 437	4,72	Estrie
Blainville	30 218	35 600	4,45	Laurentides
Plus fortes diminutions				
Hampstead	7 078	6 605	-1,67	Montréal
Saint-Timothée	8 638	8 115	-1,51	Montérégie
Baie-Comeau	26 056	24 676	-1,32	Côte-Nord
Outremont	22 928	21 825	-1,20	Montréal
Roxboro	5 850	5 574	-1,18	Montréal
Ensemble du Québec	7 274 019	7 367 243	0,32	

1. Municipalités de 5 000 habitants et plus.

Sources : Institut de la statistique du Québec, Estimations de la population par municipalité (2000). Statistique Canada, Estimations de la population (1996).

1. Données disponibles sur le site Internet de l'ISQ.

Au cours de la période 1996-1999, plus de 1,7 million de migrations ont été observées entre les différentes municipalités du Québec. Dans l'ensemble, ce sont les municipalités de 5 000 à 50 000 habitants qui ont attiré le plus de nouveaux résidents. Par contre, celles de moins de 5 000 personnes ont le plus écopé, le solde migratoire interne indiquant une perte de plus de 15 000 personnes, soit 4,5 % de la population. Les municipalités de 50 000 et plus ont également un solde négatif, mais les pertes représentent 1,1 % de leurs effectifs. (tableau ci-contre)

Le tableau suivant porte sur la situation des municipalités de 100 000 habitants et plus et montre que Montréal a connu une perte migratoire de plus de 15 000 individus entre 1996 et 1999, soit 1,5 % de sa population. Longueuil a connu une diminution proportionnellement semblable (- 1,4 %), alors que Laval, avec un gain de 4 588 personnes, a enregistré une hausse de 1,4 %.

Les municipalités qui ont connu les plus forts gains par migration interne sont dans l'ordre : Saint-Colomban (gain annuel moyen de 5,8 %), Saint-Lazare, en Montérégie (4,6 %), Notre-Dame-de-l'Île-Perrot, également en Montérégie (3,5 %), Lachenaie, dans la région de Lanaudière (3,3 %) et Saint-Élie-d'Orford en Estrie (3,3 %). Les pertes les plus importantes ont été enregistrées à Saint-Timothée, en Montérégie (- 2,7 %), Chibougamau, dans le Nord-du-Québec (- 2,6 %), Ascot, en Estrie (- 2,0 %), Port-Cartier (- 1,9 %) et Baie-Comeau (- 0,7 %), toutes deux de la Côte-Nord.

... de leur superficie et densité

Le Québec comprend, au 1^{er} juillet 2000, 1 322 municipalités locales. À ce total s'ajoutent 110 territoires non organisés, administrés par les MRC et l'Administration régionale Kativik, 31 réserves indiennes, 9 terres réservées et 5 établissements indiens sous juridiction du gouverne-

Migration interne des municipalités du Québec selon leur taille, 1996-1999

Taille ¹	Entrées	Sorties	Solde migratoire interne	Variation par migration interne
				n
100 000 habitants et plus	340 995	353 194	-12 199	-0,7
50 000 à 99 999 habitants	270 423	275 169	-4 746	-0,4
20 000 à 49 999 habitants	346 080	332 491	13 589	1,0
10 000 à 19 999 habitants	230 850	219 631	11 219	1,3
5 000 à 9 999 habitants	183 560	176 290	7 270	1,1
1 000 à 4 999 habitants	284 417	294 519	-10 102	-0,8
500 à 999 habitants	55 890	58 841	-2 951	-1,2
0 à 499 habitants	19 883	21 963	-2 080	-2,5
Total	1 732 098	1 732 098	0	

1. Selon la population et le découpage géographique au 1^{er} juillet 2000.
Source : Institut de la statistique du Québec, Estimations de la population par municipalité.

Migration interne des municipalités de 100 000 habitants et plus, 1996-1999

Municipalité	Population ¹ 1996	Solde migratoire interne 1996-1999	Variation par migration interne
			n
Montréal	1 036 151	-15 100	-1,5
Laval	336 226	4 588	1,4
Québec	169 870	1 055	0,6
Longueuil	130 209	-1 812	-1,4
Gatineau	102 566	-930	-0,9

1. Population au recensement de 1996, corrigée du sous-dénombrement.
Sources : Institut de la statistique du Québec, Estimations de la population par municipalité. Statistique Canada, Estimations de la population.

ment du Canada ainsi que 10 terres inuites non érigées en municipalités de villages nordiques, destinées à l'usage exclusif des communautés autochtones inuites. On arrive donc à un grand total de 1 487 territoires, soit 114 de moins qu'au recensement de 1996. Cette diminution s'explique par 101 regroupements impliquant au total 215 municipalités.

La plus petite municipalité au Québec, pour ce qui est de la superficie, est la paroisse de Saint-Louis-de-Gonzague-du-Cap-Tourmente : 0,01 kilomètre carré. La municipalité de la Baie-James, créée en 1972, s'étend quant à elle sur 333 255,55 km². Les muni-

cipalités les plus densément peuplées parmi celles de 5 000 habitants et plus se trouvent toutes dans la région de Montréal. Verdun, (voir tableau page suivante) avec une population de 60 521 personnes répartie sur 8 kilomètres carrés, vient au premier rang avec une densité de plus de 7 500 habitants au km². Viennent ensuite Montréal-Nord (7 472 h/km²), Outremont (6 063 h/km²), Montréal (5 828 h/km²) et Saint-Léonard (5 286 h/km²). À l'inverse, la municipalité de Stoneham-et-Tewkesbury, dans la région de Québec, dont la population est de 5 282 personnes sur un territoire de 685 km², a la plus

faible densité : 7,7. Suivent Val-d'Or (7,8 h/km²), Chibougamau (8,2 h/km²), La Pêche, dans les Laurentides (10,9 h/km²) et Des Ruisseaux, dans l'Outaouais (11,1 h/km²). Pour l'ensemble du Québec, la densité est de 4,8 h/km².

... de l'âge moyen de la population

La municipalité la plus jeune, en termes d'âge moyen de la population, selon les données du recensement de 1996, est La Plaine, dans

Lanaudière : 28,2 ans. Elle est suivie de Saint-Jean-Chrysostome (28,6) et de Saint-Étienne-de-Lauzon (29,4), deux municipalités de la région de la Chaudière-Appalaches. À l'opposé, la population la plus vieille se retrouve à Côte-Saint-Luc, dans la région de Montréal, avec une moyenne de 47,5 ans, devançant Saint-Lambert (Montérégie) avec 43,7 et Sillery (Québec) avec 43,5 ans. Pour l'ensemble du Québec, la moyenne d'âge est de 36,3 ans.

Densité de la population¹ dans les municipalités de 5 000 habitants et plus, 2000

Municipalité	Population	Superficie	Densité
	n	km ²	h / km ²
Plus fortes densités			
Verdun	60 521	8,0	7 565,1
Montréal-Nord	82 188	11,0	7 471,6
Outremont	21 825	3,6	6 062,5
Montréal	1 029 828	176,7	5 828,1
Saint-Léonard	71 891	13,6	5 286,1
Plus faibles densités			
Stoneham-et-Tewkesbury	5 282	684,7	7,7
Val-d'Or	24 719	3 185,2	7,8
Chibougamau	8 503	1 041,9	8,2
La Pêche	6 530	597,7	10,9
Des Ruisseaux	5 669	508,5	11,1
Ensemble du Québec	7 367 243	1 521 637,0	4,8

1. Population et découpage géographique au 1^{er} juillet 2000.

Source : Institut de la statistique du Québec, Estimations de la population par municipalité.

Ces quelques données montrent bien la grande diversité des municipalités au Québec, tant du point de vue de la population, du comportement migratoire, de la densité que du vieillissement.

MAINTENANT DISPONIBLE

L'édition 2000 du cédérom *Perspectives démographiques du Québec 1996-2041*, comprend les données de l'édition 2000 en plus de la version intégrale de l'édition 1999 des perspectives régionales avec ses huit scénarios d'évolution future.

Les nouveautés de l'édition 2000 sont :

- la mise à jour du scénario A de référence de l'édition 1999 des projections de la population et des ménages de 1996 à 2041 pour les 17 régions administratives (RA), les 6 régions métropolitaines de re-

censement, les 3 communautés urbaines et les 29 territoires de base;

- le même scénario pour les 102 municipalités régionales de comté et territoires équivalents (MRC) de 1996 à 2021, avec un ajustement de la population sur les projections par RA;
- l'exacte adéquation entre, d'une part, la population projetée des MRC et des RA et, d'autre part, la population des divisions de recensement tirée des estimations postcensitaires de Statistique Canada, pour les années 1997, 1998 et 1999;

- la nouvelle population du Québec en 1999 atteint maintenant 7 345 400 au lieu de 7 357 700;
- le maintien des hypothèses de projection du scénario A de l'édition 1999 pour les années 2000 à 2041.

Pour commander, vous pouvez vous adresser au Centre d'information et de documentation de l'ISQ par téléphone au 1 800 463-4090 ou 1-418-691-2401, ou par courriel (cid@stat.gouv.qc.ca). Vous pouvez également consulter gratuitement les tableaux et les graphiques synthèses sur notre site WEB.

LA CONTRIBUTION DES FEMMES AU REVENU D'EMPLOI DU COUPLE

Par Claude Fortier¹ et Sylvie Jean

Au cours des dernières décennies, les femmes ont progressivement occupé le marché du travail. Il n'y a pas si longtemps, une femme qui se mariait quittait le marché du travail, mais cette situation a bien changé. Alors que moins de 20 % des femmes mariées faisaient partie de la population active au Canada en 1960, cette proportion atteignait 60 % en 1995 (Zukewich Ghulam, 1997).

Aujourd'hui, la majorité des familles époux-épouse peuvent compter sur le revenu d'emploi des deux conjoints. Parallèlement, l'écart entre le revenu des conjoints qui travaillent s'amenuise. Ainsi, au Québec, le revenu d'emploi des femmes qui travaillent correspond à 58 % de celui de leur conjoint en 1997, par rapport à 48 % en 1973. De plus, la proportion des couples dont l'épouse touche un revenu plus élevé que celui de l'époux est à la hausse, passant de 15 % à 24 % durant la même période (Source : Statistique Canada, Enquête sur les finances des consommateurs, compilations de l'ISQ).

Les tableaux qui suivent sont compilés à partir de la Banque de données sur les familles de la Division des données régionales et administratives (DDRA) de Statistique Canada, qui exploite les déclarations fiscales fédérales des particuliers.

Nous traitons ici d'un aspect particulier du revenu des familles, soit le revenu d'emploi des couples (avec ou sans enfants). En 1997, le revenu d'emploi représente 75 % du revenu total déclaré de l'ensemble des familles époux-épouses. Le revenu d'emploi des époux représente 65 % du revenu d'emploi de ces familles et celui des épouses, 30 %, le reste provenant des enfants. Finalement, parmi les familles retenues, c'est-à-dire celles dont au moins un des époux a un revenu d'emploi et qui n'ont aucun revenu négatif, le revenu moyen d'emploi de l'époux qui est l'unique soutien est de 33 300 \$ lorsque c'est l'homme et de 18 600 \$ lorsque c'est la femme, et le revenu moyen d'emploi des époux chez les familles à deux soutiens est de 58 700 \$.

Au Québec, un peu plus du quart des épouses (26,5 %) ne contribuent pas au revenu d'emploi du couple. Toutefois, la majorité y participe : 49,8 % des conjointes fournissent une part variant entre 1 % et 50 %, 16,7 % fournissent de 51 % à 99 %, alors que 7,0 % gagnent la totalité du revenu d'emploi du couple.

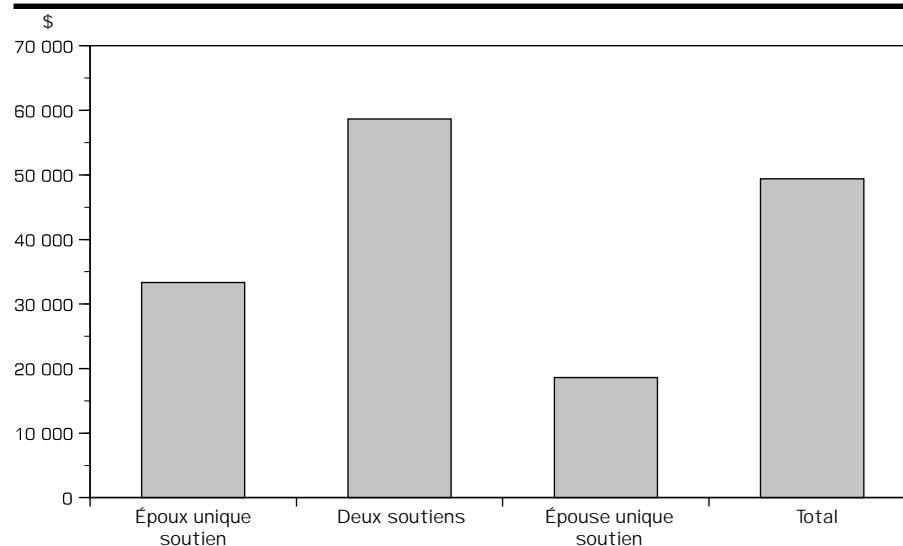
Une contribution qui varie selon l'âge de l'épouse...

Les données du premier tableau montrent une proportion de familles à un seul soutien plus forte chez celles dont l'épouse a 45 ans et plus, proportion qui s'accroît encore chez les groupes les plus âgés. Ainsi, les épou-

ses de 45 ans et plus sont en proportion plus nombreuses soit à ne pas contribuer ou à contribuer en entier au revenu d'emploi du couple. Inversement, une moins grande proportion de ces femmes y contribuent en partie. Cette situation s'explique d'une part par un nombre plus élevé d'épouses n'ayant aucun revenu d'emploi chez ces groupes d'âge. D'autre part, l'épouse étant généralement plus jeune que son époux, celui-ci peut cesser d'occuper un emploi quelques années avant elle, ce qui n'exclut pas une contribution de l'époux au revenu total de la famille, par exemple par une rente.

La majorité (plus de 55 %) des épouses de moins de 45 ans contribuent au revenu d'emploi du couple dans une proportion variant entre 1 % et 50 %. Ainsi, bien que les femmes de moins de 45 ans demeurent souvent le soutien secondaire, leur participation au revenu familial est appréciable.

Revenu moyen d'emploi des couples époux-épouses, Québec, 1997



Source : Statistique Canada, Données fiscales fédérales sur les familles.
 Compilation : Institut de la statistique du Québec.

1. Claude Fortier, étudiant en sociologie à l'Université Laval, a fait un stage à l'Institut de la statistique du Québec durant le premier trimestre 2000.

... et aussi selon le nombre d'enfants

La contribution de l'épouse au revenu d'emploi du couple varie selon la présence d'enfants. Il s'agit ici d'enfants célibataires vivant à la même adresse que leurs parents. C'est chez les couples sans enfants que l'on retrouve le pourcentage le plus élevé d'épouses représentant l'unique soutien (10,9 %). De plus, chez les couples sans enfants, la proportion d'épouses ne contribuant pas au revenu (28,8 %) est plus élevée que chez les familles avec un ou deux enfants. C'est toutefois chez les couples avec trois enfants et plus que la proportion d'épouses sans revenu d'emploi est la plus forte.

Chez les couples avec enfants, la proportion d'épouses contribuant à plus de la moitié du revenu d'emploi diminue à mesure que le nombre d'enfants augmente, que la contribution se situe entre 51 % et 99 % ou qu'elle atteigne 100 %. La proportion des épouses contribuant à plus de 50 % passe de 23,3 % chez les familles avec un enfant à 16,0 % chez celles avec trois enfants ou plus. Inversement, la proportion d'épouses ne contribuant pas au revenu est plus élevée parmi les couples ayant trois enfants ou plus (33,4 %) que chez ceux avec un seul enfant (23,8 %); il y a toutefois peu de différences entre les couples avec un ou deux enfants.

Quant à la proportion d'épouses dont la contribution se situe entre 1 % et 50 %, elle est de 41,9 % chez les couples n'ayant pas d'enfant et augmente avec le nombre d'enfants pour atteindre un sommet de 57,1 % chez les couples ayant deux enfants. Cette proportion diminue toutefois chez les couples ayant trois enfants et plus (50,6 %).

L'impact de la contribution de l'épouse sur le revenu du couple

La contribution de l'épouse influence considérablement le niveau de revenu d'emploi du couple. En effet, plus les revenus sont élevés, plus la proportion de familles avec un seul soutien

Proportion de la contribution de l'épouse dans le revenu d'emploi du couple selon l'âge de l'épouse, le nombre d'enfants et la tranche de revenu d'emploi, Québec, 1997

	0	1-50	51-99	100	Total
	%				
Âge de l'épouse					
Moins de 25 ans	20,7	57,8	16,3	5,2	100,0
25-34 ans	20,6	57,1	18,4	3,8	100,0
35-44 ans	21,9	55,3	18,3	4,5	100,0
45-54 ans	25,8	49,1	16,8	8,2	100,0
55-64 ans	43,0	26,7	12,0	18,2	100,0
65 ans et plus	75,0	8,2	3,8	13,0	100,0
Nombre d'enfants					
Aucun enfant	28,8	41,9	18,5	10,9	100,0
1 enfant	23,8	53,0	16,9	6,4	100,0
2 enfants	23,1	57,1	15,9	3,9	100,0
3 enfants et plus	33,4	50,6	12,3	3,7	100,0
Tranche de revenu d'emploi du couple					
Moins de 20 000 \$	48,3	19,1	12,5	20,0	100,0
20 000 – 39 999 \$	30,1	43,6	18,7	7,6	100,0
40 000 – 59 999 \$	21,7	57,0	18,7	2,6	100,0
60 000 \$ et plus	11,4	71,5	16,5	0,5	100,0
Total	26,5	49,8	16,7	7,0	100,0

Source : Statistique Canada, DDRA, Données fiscales fédérales sur les familles.
 Compilation : Institut de la statistique du Québec.

diminue. C'est d'autant plus vrai quand c'est l'épouse qui ne participe pas au revenu. En effet, si près de la moitié (48,3 %) des épouses sont sans emploi dans la tranche de revenu de moins de 20 000 \$, cette proportion n'atteint que 11,4 % chez les couples dont le revenu d'emploi est de 60 000 \$ et plus. Par ailleurs, dans la tranche inférieure de revenu, 20 % des époux ne contribuent pas au revenu d'emploi, contre 0,5 % dans la tranche supérieure.

Il y a évidemment plus de familles à double revenu d'emploi dans les tranches de revenu plus élevées. La proportion de familles dont l'épouse est le soutien secondaire augmente considérablement d'une tranche de revenu à l'autre : 19,1 % dans la catégorie des moins de 20 000 \$ jusqu'à 71,5 % dans la catégorie des 60 000 \$ et plus. Par ailleurs, la proportion de familles dont l'épouse est le principal soutien augmente peu d'une catégorie de revenu à l'autre et elle diminue même entre les deux dernières tranches de revenu.

Les différences régionales

Le dernier tableau montre que certaines régions administratives se distinguent quant à la contribution des épouses au revenu d'emploi du couple. Le Saguenay-Lac-Saint-Jean affiche le plus fort pourcentage d'épouses sans revenu d'emploi (37,2 %), ainsi que le plus faible pourcentage de femmes contribuant plus que leur époux (51 %-99 %) ou en entier au revenu du couple, soit 11,3 % et 4,4 % respectivement.

Les autres régions présentant une forte proportion d'époux comme soutien unique sont dans l'ordre : la Mauricie, le Nord-du-Québec et la Côte-Nord, avec des taux de 32,6 %, 31,6 % et 31,5 %. Le Nord-du-Québec et la Côte-Nord ont aussi un faible pourcentage de femmes contribuant plus que leur conjoint ou étant le seul soutien, tout comme le Saguenay-Lac-Saint-Jean.

Les données du dernier recensement montrent que c'est dans cette dernière région que l'on retrouve la plus

faible proportion de femmes de 15 ans et plus ayant un revenu d'emploi (47,8 %), suivie de la Mauricie (48,0 %). Le faible taux de participation des femmes à la vie active dans ces deux régions explique qu'elles contribuent moins au revenu d'emploi du ménage. Par contre, les femmes participent au marché du travail dans une proportion légèrement supérieure à la moyenne provinciale (55,1 %) dans le cas de la Côte-Nord (55,4 %) et largement au-dessus pour ce qui est du Nord-du-Québec (64,3 %). D'autres facteurs peuvent expliquer la faible participation des femmes au revenu d'emploi du couple. Ainsi, le Nord-du-Québec détient la plus forte proportion provinciale de jeunes enfants à la maison. Quant à la Côte-Nord, les revenus d'emploi y sont les plus élevés au Québec chez les hommes, tandis que l'écart entre les revenus moyens d'emploi des hommes et des femmes y est le plus important.

La région de Montréal se différencie par la proportion la plus faible de couples dont l'épouse est le soutien secondaire et la proportion la plus élevée de femmes qui sont l'unique soutien. Pour sa part, l'Outaouais détient le plus fort pourcentage de conjointes fournissant une part variant entre 51 % et 99 % et le deuxième quant à l'épouse unique soutien. Le recensement nous apprend que le revenu moyen d'emploi le plus élevé chez les femmes de 15 ans et plus se retrouve dans la région de l'Outaouais, suivie de Montréal.

Conclusion

La présence de plus en plus grande des femmes dans la population active constitue sans doute le changement le plus important qu'ait connu le marché du travail au cours des dernières décennies. Ce mouvement a eu comme conséquence un accroissement du rôle des femmes comme soutien de famille. En 1997, près du quart des épouses participent à plus de 50 % du revenu d'emploi du couple et en sont donc le soutien principal.

Non seulement participent-elles en plus grand nombre au marché du travail, mais elles connaissent aussi une

amélioration de leur revenu, qui demeure cependant inférieur à celui des hommes. Toutefois, la baisse de la natalité, qui assure une participation au marché du travail plus longue, combinée à une hausse du niveau d'instruction, permettent de penser que l'ouverture au marché du travail se poursuit et que les femmes s'achèment vers une égalisation des revenus. Avec une scolarité qui s'est accrue de façon telle que chez les jeunes, les femmes devancent les hommes, la contribution des épouses au revenu d'emploi du couple ne peut qu'augmenter encore.

Proportion de la contribution de l'épouse dans le revenu d'emploi du couple selon la région administrative, Québec, 1997

	0	1-50	51-99	100	Total
	%				
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	26,6	47,7	19,2	6,6	100,0
Bas-Saint-Laurent	28,5	47,8	17,8	5,9	100,0
Saguenay—Lac-Saint-Jean	37,2	47,1	11,3	4,4	100,0
Québec	25,6	50,9	16,8	6,7	100,0
Chaudière-Appalaches	26,5	53,0	15,5	4,9	100,0
Mauricie	32,6	47,8	13,7	5,9	100,0
Centre-du-Québec	25,7	53,6	15,5	5,2	100,0
Estrie	24,4	52,6	16,8	6,1	100,0
Montréal	25,0	52,5	16,2	6,3	100,0
Montréal	26,2	44,7	18,9	10,1	100,0
Laval	23,5	50,6	18,3	7,6	100,0
Lanaudière	26,9	51,8	15,3	6,1	100,0
Laurentides	25,7	51,3	16,3	6,7	100,0
Outaouais	22,4	48,3	21,2	8,1	100,0
Abitibi-Témiscamingue	29,4	51,8	13,3	5,5	100,0
Côte-Nord	31,5	52,6	11,3	4,6	100,0
Nord-du-Québec	31,6	50,8	12,5	5,2	100,0
Le Québec	26,5	49,8	16,7	7,0	100,0

Source : Statistique Canada, DDRA, Données fiscales fédérales sur les familles.
 Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Référence

ZUKEWICH GHALAM, Nancy, 1997. « Attitudes à l'égard des femmes, du travail et de la famille », *Tendances sociales canadiennes*, automne 1997, p. 14-18.

Ce bulletin est réalisé par la Direction des statistiques sociodémographiques.

Pour plus de renseignements :
 Sylvie Jean, chargée de projet
 200, chemin Sainte-Foy, 3^e étage
 Québec (Québec)
 G1R 5T4
 Téléphone : (418) 691-2406
 Courriel : sylvie.jean@stat.gouv.qc.ca
 Site WEB : <http://www.stat.gouv.qc.ca>

Dépôt légal
 Bibliothèque nationale du Canada
 Bibliothèque nationale du Québec
 Quatrième trimestre 2000
 ISSN 1491-6789

© Gouvernement du Québec

Québec 
 Institut de la statistique
 du Québec